

62 (1991) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1992 Nr. 52

A. TITEL

*Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten van
2 december 1961, zoals herzien te Genève op 10 november 1972,
23 oktober 1978 en 19 maart 1991;
Genève, 19 maart 1991*

B. TEKST ¹⁾**Convention internationale pour la protection des obtentions végétales
du 2 décembre 1961, révisée à Genève le 10 novembre 1972,
le 23 octobre 1978 et le 19 mars 1991**

CHAPITRE PREMIER

DEFINITIONS

Article premier

Définitions

Aux fins du présent Acte:

- i) on entend par «la présente Convention» le présent Acte (de 1991) de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;
- ii) on entend par «Acte de 1961/1972» la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales du 2 décembre 1961 modifiée par l'Acte additionnel du 10 novembre 1972;
- iii) on entend par «Acte de 1978» l'Acte du 23 octobre 1978 de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales;
- iv) on entend par «obtenteur»
 - la personne qui a créé ou qui a découvert et mis au point une variété,
 - la personne qui est l'employeur de la personne précitée ou qui a commandé son travail, lorsque la législation de la Partie contractante en cause prévoit que le droit d'obtenteur lui appartient, ou
 - l'ayant droit ou l'ayant cause de la première ou de la deuxième personne précitée, selon le cas;
- v) on entend par «droit d'obtenteur» le droit de l'obtenteur prévu dans la présente Convention;
- vi) on entend par «variété» un ensemble végétal d'un taxon botanique du rang le plus bas connu qui, qu'il réponde ou non pleinement aux conditions pour l'octroi d'un droit d'obtenteur, peut être
 - défini par l'expression des caractères résultant d'un certain génotype ou d'une certaine combinaison de génotypes,
 - distingué de tout autre ensemble végétal par l'expression d'au moins un desdits caractères et
 - considéré comme une entité eu égard à son aptitude à être reproduit conforme;

¹⁾ De Duitse tekst is niet afgedrukt.

**International Convention for the Protection of New Varieties of Plants
of December 2, 1961, as Revised at Geneva on November 10, 1972, on
October 23, 1978, and on March 19, 1991**

CHAPTER I

DEFINITIONS

Article 1

Definitions

For the purposes of this Act:

(i) "this Convention" means the present (1991) Act of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants;

(ii) "Act of 1961/1972" means the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants of December 2, 1961, as amended by the Additional Act of November 10, 1972;

(iii) "Act of 1978" means the Act of October 23, 1978, of the International Convention for the Protection of New Varieties of Plants;

(iv) "breeder" means

– the person who bred, or discovered and developed, a variety,

– the person who is the employer of the aforementioned person or who has commissioned the latter's work, where the laws of the relevant Contracting Party so provide, or

– the successor in title of the first or second aforementioned person, as the case may be;

(v) "breeder's right" means the right of the breeder provided for in this Convention;

(vi) "variety" means a plant grouping within a single botanical taxon of the lowest known rank, which grouping, irrespective of whether the conditions for the grant of a breeder's right are fully met, can be

– defined by the expression of the characteristics resulting from a given genotype or combination of genotypes,

– distinguished from any other plant grouping by the expression of at least one of the said characteristics and

– considered as a unit with regard to its suitability for being propagated unchanged;

- vii) on entend par «Partie contractante» un Etat, ou une organisation intergouvernementale, partie à la présente Convention;
- viii) on entend par «territoire», en relation avec une Partie contractante, lorsque celle-ci est un Etat, le territoire de cet Etat et, lorsque celle-ci est une organisation intergouvernementale, le territoire sur lequel s'applique le traité constitutif de cette organisation intergouvernementale;
- ix) on entend par «service» le service visé à l'article 30.1) ii);
- x) on entend par «Union» l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales fondée par l'Acte de 1961 et mentionnée dans l'Acte de 1972, dans l'Acte de 1978 et dans la présente Convention;
- xi) on entend par «membre de l'Union» un Etat partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978, ou une Partie contractante.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES CONTRACTANTES

Article 2

Obligation fondamentale des Parties contractantes

Chaque Partie contractante octroie des droits d'obtenteur et les protège.

Article 3

Genres et espèces devant être protégés

1. [Etats déjà membres de l'Union] Chaque Partie contractante qui est liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,
 - i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à tous les genres et espèces végétaux auxquels elle applique, à cette date, les dispositions de l'Acte de 1961/1972 ou de l'Acte de 1978 et,
 - ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.
2. [Nouveaux membres de l'Union] Chaque Partie contractante qui n'est pas liée par l'Acte de 1961/1972 ou par l'Acte de 1978 applique les dispositions de la présente Convention,
 - i) à la date à laquelle elle devient liée par la présente Convention, à au moins 15 genres ou espèces végétaux et,
 - ii) au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de cette date, à tous les genres et espèces végétaux.

- (vii) "Contracting Party" means a State or an intergovernmental organization party to this Convention;
- (viii) "territory," in relation to a Contracting Party, means, where the Contracting Party is a State, the territory of that State and, where the Contracting Party is an intergovernmental organization, the territory in which the constituting treaty of that intergovernmental organization applies;
- (ix) "authority" means the authority referred to in Article 30 (1) (ii);
- (x) "Union" means the Union for the Protection of New Varieties of Plants founded by the Act of 1961 and further mentioned in the Act of 1972, the Act of 1978 and in this Convention;
- (xi) "member of the Union" means a State party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978, or a Contracting Party.

CHAPTER II

GENERAL OBLIGATIONS OF THE CONTRACTING PARTIES

Article 2

Basic Obligation of the Contracting Parties

Each Contracting Party shall grant and protect breeders' rights.

Article 3

Genera and Species to Be Protected

1. [States already members of the Union] Each Contracting Party which is bound by the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 shall apply the provisions of this Convention,

- (i) at the date on which it becomes bound by this Convention, to all plant genera and species to which it applies, on the said date, the provisions of the Act of 1961/1972 or the Act of 1978, and,
- (ii) at the latest by the expiration of a period of five years after the said date, to all plant genera and species.

2. [New members of the Union] Each Contracting Party which is not bound by the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 shall apply the provisions of this Convention,

- (i) at the date on which it becomes bound by this Convention, to at least 15 plant genera or species and,
- (ii) at the latest by the expiration of a period of 10 years from the said date, to all plant genera and species.

Article 4

Traitement national

1. [Traitement] Les nationaux d'une Partie contractante ainsi que les personnes physiques ayant leur domicile sur le territoire de cette Partie contractante et les personnes morales ayant leur siège sur ledit territoire jouissent, sur le territoire de chacune des autres Parties contractantes, en ce qui concerne l'octroi et la protection des droits d'obteneur, du traitement que les lois de cette autre Partie contractante accordent ou accorderont par la suite à ses nationaux, le tout sans préjudice des droits prévus par la présente Convention et sous réserve de l'accomplissement par lesdits nationaux et lesdites personnes physiques ou morales des conditions et formalités imposées aux nationaux de ladite autre Partie contractante.

2. [«Nationaux»] Aux fins du paragraphe précédent on entend par «nationaux», lorsque la Partie contractante est un Etat, les nationaux de cet Etat et, lorsque la Partie contractante est une organisation intergouvernementale, les nationaux de l'un quelconque de ses Etats membres.

CHAPITRE III

CONDITIONS DE L'OCTROI D'UN DROIT D'OBTENEUR

Article 5

Conditions de la protection

1. [Critères à remplir]

Le droit d'obteneur est octroyé lorsque la variété est:

- i) nouvelle,
- ii) distincte,
- iii) homogène et
- iv) stable.

2. [Autres conditions] L'octroi du droit d'obteneur ne peut dépendre de conditions supplémentaires ou différentes de celles mentionnées ci-dessus, sous réserve que la variété soit désignée par une dénomination conformément aux dispositions de l'article 20, que l'obteneur ait satisfait aux formalités prévues par la législation de la Partie contractante auprès du service de laquelle la demande a été déposée et qu'il ait payé les taxes dues.

Article 4

National Treatment

1. [Treatment] Without prejudice to the rights specified in this Convention, nationals of a Contracting Party as well as natural persons resident and legal entities having their registered offices within the territory of a Contracting Party shall, in so far as the grant and protection of breeders' rights are concerned, enjoy within the territory of each other Contracting Party the same treatment as is accorded or may hereafter be accorded by the laws of each such other Contracting Party to its own nationals, provided that the said nationals, natural persons or legal entities comply with the conditions and formalities imposed on the nationals of the said other Contracting Party.

2. ["Nationals"] For the purposes of the preceding paragraph, "nationals" means, where the Contracting Party is a State, the nationals of that State and, where the Contracting Party is an intergovernmental organization, the nationals of the States which are members of that organization.

CHAPTER III

CONDITIONS FOR THE GRANT OF THE BREEDER'S RIGHT

Article 5

Conditions of Protection

1. [Criteria to be satisfied]

The breeder's right shall be granted where the variety is

- (i) new,
- (ii) distinct,
- (ii) uniform and
- (iv) stable.

2. [Other conditions] The grant of the breeder's right shall not be subject to any further or different conditions, provided that the variety is designated by a denomination in accordance with the provisions of Article 20, that the applicant complies with the formalities provided for by the law of the Contracting Party with whose authority the application has been filed and that he pays the required fees.

Article 6

Nouveauté

1. [Critères] La variété est réputée nouvelle si, à la date de dépôt de la demande de droit d'obtenteur, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative ou un produit de récolte de la variété n'a pas été vendu ou remis à des tiers d'une autre manière, par l'obtenteur ou avec son consentement, aux fins de l'exploitation de la variété

- i) sur le territoire de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus d'un an et
- ii) sur un territoire autre que celui de la Partie contractante auprès de laquelle la demande a été déposée, depuis plus de quatre ans ou, dans le cas des arbres et de la vigne, depuis plus de six ans.

2. [Variétés de création récente] Lorsqu'une Partie contractante applique la présente Convention à un genre végétal auquel ou une espèce végétale à laquelle il n'appliquait pas précédemment la présente Convention ou un Acte antérieur, elle peut considérer qu'une variété de création récente existant à la date de cette extension de la protection satisfait à la condition de nouveauté définie au paragraphe 1) même si la vente ou la remise à des tiers décrite dans ledit paragraphe a eu lieu avant les délais définis dans ledit paragraphe.

3. [«Territoires» dans certains cas] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des Etats membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des Etats membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 7

Distinction

La variété est réputée distincte si elle se distingue nettement de toute autre variété dont l'existence, à la date de dépôt de la demande, est notoirement connue. En particulier, le dépôt, dans tout pays, d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour une autre variété ou d'inscription d'une autre variété sur un registre officiel de variétés est réputé rendre cette autre variété notoirement connue à partir de la date de la demande, si celle-ci aboutit à l'octroi du droit d'obtenteur ou à l'inscription de cette autre variété sur le registre officiel de variétés, selon le cas.

Article 6

Novelty

1. [Criteria] The variety shall be deemed to be new if, at the date of filing of the application for a breeder's right, propagating or harvested material of the variety has not been sold or otherwise disposed of to others, by or with the consent of the breeder, for purposes of exploitation of the variety

- (i) in the territory of the Contracting Party in which the application has been filed earlier than one year before that date and
- (ii) in a territory other than that of the Contracting Party in which the application has been filed earlier than four years or, in the case of trees or of vines, earlier than six years before the said date.

2. [Varieties of recent creation] Where a Contracting Party applies this Convention to a plant genus or species to which it did not previously apply this Convention or an earlier Act, it may consider a variety of recent creation existing at the date of such extension of protection to satisfy the condition of novelty defined in paragraph (1) even where the sale or disposal to others described in that paragraph took place earlier than the time limits defined in that paragraph.

3. ["Territory" in certain cases] For the purposes of paragraph (1), all the Contracting Parties which are member States of one and the same intergovernmental organization may act jointly, where the regulations of that organization so require, to assimilate acts done on the territories of the States members of that organization to acts done on their own territories and, should they do so, shall notify the Secretary-General accordingly.

Article 7

Distinctness

The variety shall be deemed to be distinct if it is clearly distinguishable from any other variety whose existence is a matter of common knowledge at the time of the filing of the application. In particular, the filing of an application for the granting of a breeder's right or for the entering of another variety in an official register of varieties, in any country, shall be deemed to render that other variety a matter of common knowledge from the date of the application, provided that the application leads to the granting of a breeder's right or to the entering of the said other variety in the official register of varieties, as the case may be.

Article 8

Homogénéité

La variété est réputée homogène si elle est suffisamment uniforme dans ses caractères pertinents, sous réserve de la variation prévisible compte tenu des particularités de sa reproduction sexuée ou de sa multiplication végétative.

Article 9

Stabilité

La variété est réputée stable si ses caractères pertinents restent inchangés à la suite de ses reproductions ou multiplications successives, ou, en cas de cycle particulier de reproductions ou de multiplications, à la fin de chaque cycle.

CHAPITRE IV

DEMANDE D'OCTROI DU DROIT D'OBTENTEUR

Article 10

Dépôt de demandes

1. [Lieu de la première demande] L'obtenteur a la faculté de choisir la Partie contractante auprès du service de laquelle il désire déposer sa première demande de droit d'obtenteur.
2. [Date des demandes subséquentes] L'obtenteur peut demander l'octroi d'un droit d'obtenteur auprès des services des autres Parties contractantes sans attendre qu'un droit d'obtenteur lui ait été délivré par le service de la Partie contractante qui a reçu la première demande.
3. [Indépendance de la protection] Aucune Partie contractante ne peut refuser d'octroyer un droit d'obtenteur ou limiter sa durée au motif que la protection n'a pas été demandée pour la même variété, a été refusée ou est expirée dans un autre Etat ou une autre organisation intergouvernementale.

Article 11

Droit de priorité

1. [Le droit; sa durée] L'obtenteur qui a régulièrement fait le dépôt d'une demande de protection d'une variété auprès de l'une des Parties

Article 8

Uniformity

The variety shall be deemed to be uniform if, subject to the variation that may be expected from the particular features of its propagation, it is sufficiently uniform in its relevant characteristics.

Article 9

Stability

The variety shall be deemed to be stable if its relevant characteristics remain unchanged after repeated propagation or, in the case of a particular cycle of propagation, at the end of each such cycle.

CHAPTER IV

APPLICATION FOR THE GRANT OF THE BREEDER'S RIGHT

Article 10

Filing of Applications

1. [Place of first application] The breeder may choose the Contracting Party with whose authority he wishes to file his first application for a breeder's right.

2. [Time of subsequent application] The breeder may apply to the authorities of other Contracting Parties for the grant of breeders' rights without waiting for the grant to him of a breeder's right by the authority of the Contracting Party with which the first application was filed.

3. [Independence of protection] No Contracting Party shall refuse to grant a breeder's right or limit its duration on the ground that protection for the same variety has not been applied for, has been refused or has expired in any other State or intergovernmental organization.

Article 11

Right of Priority

1. [The right; its period] Any breeder who has duly filed an application for the protection of a variety in one of the Contracting

contractantes («première demande») jouit, pour effectuer le dépôt d'une demande d'octroi d'un droit d'obtenteur pour la même variété auprès du service d'une autre Partie contractante («demande subséquente»), d'un droit de priorité pendant un délai de douze mois. Ce délai est compté à partir de la date du dépôt de la première demande. Le jour du dépôt n'est pas compris dans ce délai.

2. [Revendication du droit] Pour bénéficier du droit de priorité, l'obtenteur doit, dans la demande subséquente, revendiquer la priorité de la première demande. Le service auprès duquel la demande subséquente a été déposée peut exiger du demandeur qu'il fournisse, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter de la date de dépôt de la demande subséquente, une copie des documents qui constituent la première demande, certifiée conforme par le service auprès duquel elle aura été déposée, ainsi que des échantillons ou toute autre preuve que la variété qui fait l'objet des deux demandes est la même.

3. [Documents et matériel] L'obtenteur bénéficiera d'un délai de deux ans après l'expiration du délai de priorité ou, lorsque la première demande est rejetée ou retirée, d'un délai approprié à compter du rejet ou du retrait pour fournir au service de la Partie contractante auprès duquel il a déposé la demande subséquente, tout renseignement, document ou matériel requis par les lois de cette Partie contractante en vue de l'examen prévu à l'article 12.

4. [Événements survenant durant le délai de priorité] Les événements survenant dans le délai fixé au paragraphe 1), tels que le dépôt d'une autre demande, ou la publication ou l'utilisation de la variété qui fait l'objet de la première demande, ne constituent pas un motif de rejet de la demande subséquente. Ces événements ne peuvent pas non plus faire naître de droit de tiers.

Article 12

Examen de la demande

La décision d'octroyer un droit d'obtenteur exige un examen de la conformité aux conditions prévues aux articles 5 à 9. Dans le cadre de cet examen, le service peut mettre la variété en culture ou effectuer les autres essais nécessaires, faire effectuer la mise en culture ou les autres essais nécessaires, ou prendre en compte les résultats des essais en culture ou d'autres essais déjà effectués. En vue de cet examen, le service peut exiger de l'obtenteur tout renseignement, document ou matériel nécessaire.

Parties (the "first application") shall, for the purpose of filing an application for the grant of a breeder's right for the same variety with the authority of any other Contracting Party (the "subsequent application"), enjoy a right of priority for a period of twelve months. This period shall be computed from the date of filing of the first application. The day of filing shall not be included in the latter period.

2. [Claiming the right] In order to benefit from the right of priority, the breeder shall, in the subsequent application, claim the priority of the first application. The authority with which the subsequent application has been filed may require the breeder to furnish, within a period of not less than three months from the filing date of the subsequent application, a copy of the documents which constitute the first application, certified to be a true copy by the authority with which that application was filed, and samples or other evidence that the variety which is the subject matter of both applications is the same.

3. [Documents and material] The breeder shall be allowed a period of two years after the expiration of the period of priority or, where the first application is rejected or withdrawn, an appropriate time after such rejection or withdrawal, in which to furnish, to the authority of the Contracting Party with which he has filed the subsequent application, any necessary information, document or material required for the purpose of the examination under Article 12, as required by the laws of that Contracting Party.

4. [Events occurring during the period] Events occurring within the period provided for in paragraph (1), such as the filing of another application or the publication or use of the variety that is the subject of the first application, shall not constitute a ground for rejecting the subsequent application. Such events shall also not give rise to any third-party right.

Article 12

Examination of the Application

Any decision to grant a breeder's right shall require an examination for compliance with the conditions under Articles 5 to 9. In the course of the examination, the authority may grow the variety or carry out other necessary tests, cause the growing of the variety or the carrying out of other necessary tests, or take into account the results of growing tests or other trials which have already been carried out. For the purposes of examination, the authority may require the breeder to furnish all the necessary information, documents or material.

Article 13

Protection provisoire

Chaque Partie contractante prend des mesures destinées à sauvegarder les intérêts de l'obtenteur pendant la période comprise entre le dépôt de la demande d'octroi d'un droit d'obtenteur ou sa publication et l'octroi du droit. Au minimum, ces mesures auront pour effet que le titulaire d'un droit d'obtenteur aura droit à une rémunération équitable perçue auprès de celui qui, dans l'intervalle précité, a accompli des actes qui, après l'octroi du droit, requièrent l'autorisation de l'obtenteur conformément aux dispositions de l'article 14. Une Partie contractante peut prévoir que lesdites mesures ne prendront effet qu'à l'égard des personnes auxquelles l'obtenteur aura notifié le dépôt de la demande.

CHAPITRE V

LES DROITS DE L'OBTENTEUR

Article 14

Etendue du droit d'obtenteur

1. [Actes à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication]

a) Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes suivants accomplis à l'égard du matériel de reproduction ou de multiplication de la variété protégée:

- i) la production ou la reproduction,
- ii) le conditionnement aux fins de la reproduction ou de la multiplication,
- iii) l'offre à la vente,
- iv) la vente ou toute autre forme de commercialisation,
- v) l'exportation,
- vi) l'importation,
- vii) la détention à l'une des fins mentionnées aux points i) à vi) ci-dessus.

b) L'obtenteur peut subordonner son autorisation à des conditions et à des limitations.

2. [Actes à l'égard du produit de la récolte] Sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obtenteur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard du produit de la récolte, y compris des plantes entières et des parties de plantes, obtenu par utilisation non autorisée de matériel de reproduc-

Article 13

Provisional Protection

Each Contracting Party shall provide measures designed to safeguard the interests of the breeder during the period between the filing or the publication of the application for the grant of a breeder's right and the grant of that right. Such measures shall have the effect that the holder of a breeder's right shall at least be entitled to equitable remuneration from any person who, during the said period, has carried out acts which, once the right is granted, require the breeder's authorization as provided in Article 14. A Contracting Party may provide that the said measures shall only take effect in relation to persons whom the breeder has notified of the filing of the application.

CHAPTER V

THE RIGHTS OF THE BREEDER

Article 14

Scope of the Breeder's Right

1. [Acts in respect of the propagating material].

a) Subject to Articles 15 and 16, the following acts in respect of the propagating material of the protected variety shall require the authorization of the breeder:

- (i) production or reproduction (multiplication),
- (ii) conditioning for the purpose of propagation,
- (iii) offering for sale,
- (iv) selling or other marketing,
- (v) exporting,
- (vi) importing,
- (vii) stocking for any of the purposes mentioned in (i) to (vi), above.

b) The breeder may make his authorization subject to conditions and limitations.

2. [Acts in respect of the harvested material] Subject to Articles 15 and 16, the acts referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1)(a) in respect of harvested material, including entire plants and parts of plants, obtained through the unauthorized use of propagating material of the protected variety shall require the authorization of the

tion ou de multiplication de la variété protégée, à moins que l'obteneur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit matériel de reproduction ou de multiplication.

3. [Actes à l'égard de certains produits] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est requise pour les actes mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1)a) accomplis à l'égard des produits fabriqués directement à partir d'un produit de récolte de la variété protégée couvert par les dispositions du paragraphe 2) par utilisation non autorisée dudit produit de récolte, à moins que l'obteneur ait raisonnablement pu exercer son droit en relation avec ledit produit de récolte.

4. [Actes supplémentaires éventuels] Chaque Partie contractante peut prévoir que, sous réserve des articles 15 et 16, l'autorisation de l'obteneur est également requise pour des actes autres que ceux mentionnés aux points i) à vii) du paragraphe 1) a).

5. [Variétés dérivées et certaines autres variétés]

- a) Les dispositions des paragraphes 1) à 4) s'appliquent également
 - i) aux variétés essentiellement dérivées de la variété protégée, lorsque celle-ci n'est pas elle-même une variété essentiellement dérivée,
 - ii) aux variétés qui ne se distinguent pas nettement de la variété protégée conformément à l'article 7 et
 - iii) aux variétés dont la production nécessite l'emploi répété de la variété protégée.
- b) Aux fins du sous-alinéa a) i) une variété est réputée essentiellement dérivée d'une autre variété («variété initiale») si
 - i) elle est principalement dérivée de la variété initiale, ou d'une variété qui est elle-même principalement dérivée de la variété initiale, tout en conservant les expressions des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale,
 - ii) elle se distingue nettement de la variété initiale et
 - iii) sauf en ce qui concerne les différences résultant de la dérivation, elle est conforme à la variété initiale dans l'expression des caractères essentiels qui résultent du génotype ou de la combinaison de génotypes de la variété initiale.
- c) Les variétés essentiellement dérivées peuvent être obtenues, par exemple, par sélection d'un mutant naturel ou induit ou d'un variant somaclonal, sélection d'un individu variant parmi les plantes de la variété initiale, rétrocroisements ou transformation par génie génétique.

breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said propagating material.

3. [Acts in respect of certain products] Each Contracting Party may provide that, subject to Articles 15 and 16, the acts referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1) (a) in respect of products made directly from harvested material of the protected variety falling within the provisions of paragraph (2) through the unauthorized use of the said harvested material shall require the authorization of the breeder, unless the breeder has had reasonable opportunity to exercise his right in relation to the said harvested material.

4. [Possible additional acts] Each Contracting Party may provide that, subject to Articles 15 and 16, acts other than those referred to in items (i) to (vii) of paragraph (1) (a) shall also require the authorization of the breeder.

5. [Essentially derived and certain other varieties]

a) The provisions of paragraphs (1) to (4) shall also apply in relation to

- (i) varieties which are essentially derived from the protected variety, where the protected variety is not itself an essentially derived variety,
- (ii) varieties which are not clearly distinguishable in accordance with Article 7 from the protected variety and
- (iii) varieties whose production requires the repeated use of the protected variety.

b) For the purposes of subparagraph (a)(i), a variety shall be deemed to be essentially derived from another variety ("the initial variety") when

- (i) it is predominantly derived from the initial variety, or from a variety that is itself predominantly derived from the initial variety, while retaining the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety,
- (ii) it is clearly distinguishable from the initial variety and
- (iii) except for the differences which result from the act of derivation, it conforms to the initial variety in the expression of the essential characteristics that result from the genotype or combination of genotypes of the initial variety.

c) Essentially derived varieties may be obtained for example by the selection of a natural or induced mutant, or of a somaclonal variant, the selection of a variant individual from plants of the initial variety, backcrossing, or transformation by genetic engineering.

Article 15

Exceptions au droit d'obtenteur

1. [Exceptions obligatoires] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas:
 - i) aux actes accomplis dans un cadre privé à des fins non commerciales,
 - ii) aux actes accomplis à titre expérimental et
 - iii) aux actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ainsi que, à moins que les dispositions de l'article 14.5) ne soient applicables, aux actes mentionnés à l'article 14.1) à 4) accomplis avec de telles variétés.

2. [Exception facultative] En dérogation des dispositions de l'article 14, chaque Partie contractante peut, dans des limites raisonnables et sous réserve de la sauvegarde des intérêts légitimes de l'obtenteur, restreindre le droit d'obtenteur à l'égard de toute variété afin de permettre aux agriculteurs d'utiliser à des fins de reproduction ou de multiplication, sur leur propre exploitation, le produit de la récolte qu'ils ont obtenu par la mise en culture, sur leur propre exploitation, de la variété protégée ou d'une variété visée à l'article 14.5) a) i) ou ii).

Article 16

Epuisement du droit d'obtenteur

1. [Epuisement du droit] Le droit d'obtenteur ne s'étend pas aux actes concernant du matériel de sa variété ou d'une variété visée à l'article 14.5) qui a été vendu ou commercialisé d'une autre manière sur le territoire de la Partie contractante concernée par l'obtenteur ou avec son consentement, ou du matériel dérivé dudit matériel, à moins que ces actes

- i) impliquent une nouvelle reproduction ou multiplication de la variété en cause ou
- ii) impliquent une exportation de matériel de la variété permettant de reproduire la variété vers un pays qui ne protège pas les variétés du genre végétal ou de l'espèce végétale dont la variété fait partie, sauf si le matériel exporté est destiné à la consommation.

2. [Sens de «matériel»] Aux fins du paragraphe 1) on entend par «matériel», en relation avec une variété,

- i) le matériel de reproduction ou de multiplication végétative, sous quelque forme que ce soit,
- ii) le produit de la récolte, y compris les plantes entières et les parties de plantes, et
- iii) tout produit fabriqué directement à partir du produit de la récolte.

Article 15

Exceptions to the Breeder's Right

1. [Compulsory exceptions] The breeder's right shall not extend to

- (i) acts done privately and for non-commercial purposes,
- (ii) acts done for experimental purposes and
- (iii) acts done for the purpose of breeding other varieties, and, except where the provisions of Article 14(5) apply, acts referred to in Article 14(1) to (4) in respect of such other varieties.

2. [Optional exception] Notwithstanding Article 14, each Contracting Party may, within reasonable limits and subjects to the safeguarding of the legitimate interests of the breeder, restrict the breeder's right in relation to any variety in order to permit farmers to use for propagating purposes, on their own holdings, the product of the harvest which they have obtained by planting, on their own holdings, the protected variety or a variety covered by Article 14(5)(a)(i) or (ii).

Article 16

Exhaustion of the Breeder's Right

1. [Exhaustion of right] The breeder's right shall not extend to acts concerning any material of the protected variety, or of a variety covered by the provisions of Article 14(5), which has been sold or otherwise marketed by the breeder or with his consent in the territory of the Contracting Party concerned, or any material derived from the said material, unless such acts

- (i) involve further propagation of the variety in question or
- (ii) involve an export of material of the variety, which enables the propagation of the variety, into a country which does not protect varieties of the plant genus or species to which the variety belongs, except where the exported material is for final consumption purposes.

2. [Meaning of "material"] For the purposes of paragraph (1), "material" means, in relation to a variety,

- (i) propagating material of any kind,
- (ii) harvested material, including entire plants and parts of plants, and
- (iii) any product made directly from the harvested material.

3. [«Territoires» dans certains cas] Aux fins du paragraphe 1), les Parties contractantes qui sont des Etats membres d'une seule et même organisation intergouvernementale peuvent, lorsque les règles de cette organisation le requièrent, agir conjointement pour assimiler les actes accomplis sur les territoires des Etats membres de cette organisation à des actes accomplis sur leur propre territoire; elles notifient, le cas échéant, cette assimilation au Secrétaire général.

Article 17

Limitation de l'exercice du droit d'obtenteur

1. [Intérêt public] Sauf disposition expresse prévue dans la présente Convention, aucune Partie contractante ne peut limiter le libre exercice d'un droit d'obtenteur autrement que pour des raisons d'intérêt public.

2. [Rémunération équitable] Lorsqu'une telle limitation a pour effet de permettre à un tiers d'accomplir l'un quelconque des actes pour lesquels l'autorisation de l'obtenteur est requise, la Partie contractante intéressée doit prendre toutes mesures nécessaires pour que l'obtenteur reçoive une rémunération équitable.

Article 18

Réglementation économique

Le droit d'obtenteur est indépendant des mesures adoptées par une Partie contractante en vue de réglementer sur son territoire la production, le contrôle et la commercialisation du matériel des variétés, ou l'importation et l'exportation de ce matériel. En tout état de cause, ces mesures ne devront pas porter atteinte à l'application des dispositions de la présente Convention.

Article 19

Durée du droit d'obtenteur

1. [Durée de la protection] Le droit d'obtenteur est accordé pour une durée définie.

2. [Durée minimale] Cette durée ne peut être inférieure à 20 années, à compter de la date d'octroi du droit d'obtenteur. Pour les arbres et la vigne, cette durée ne peut être inférieure à 25 années, à compter de cette date.

3. ["Territory" in certain cases] For the purposes of paragraph (1), all the Contracting Parties which are member States of one and the same intergovernmental organization may act jointly, where the regulations of that organization so require, to assimilate acts done on the territories of the States members of that organization to acts done on their own territories and, should they do so, shall notify the Secretary-General accordingly.

Article 17

Restrictions on the Exercise of the Breeder's Right

1. [Public interest] Except where expressly provided in this Convention, no Contracting Party restrict the free exercise of a breeder's right for reasons other than of public interest.

2. [Equitable remuneration] When any such restriction has the effect of authorizing a third party to perform any act for which the breeder's authorization is required, the Contracting Party concerned shall take all measures necessary to ensure that the breeder receives equitable remuneration.

Article 18

Measures Regulating Commerce

The breeder's right shall be independent of any measure taken by a Contracting Party to regulate within its territory the production, certification and marketing of material of varieties or the importing or exporting of such material. In any case, such measures shall not affect the application of the provisions of this Convention.

Article 19

Duration of the Breeder's Right

1. [Period of protection] The breeder's right shall be granted for a fixed period.

2. [Minimum period] The said period shall not be shorter than 20 years from the date of the grant of the breeder's right. For trees and vines, the said period shall not be shorter than 25 years from the said date.

CHAPITRE VI

DENOMINATION DE LA VARIETE

Article 20

Dénomination de la variété

1. [Désignation des variétés par des dénominations; utilisation de la dénomination]

a) La variété sera désignée par une dénomination destinée à être sa désignation générique.

b) Chaque Partie contractante s'assure que, sous réserve du paragraphe 4), aucun droit relatif à la désignation enregistrée comme la dénomination de la variété n'entrave la libre utilisation de la dénomination en relation avec la variété, même après l'expiration du droit d'obteneur.

2. [Caractéristiques de la dénomination] La dénomination doit permettre d'identifier la variété. Elle ne peut se composer uniquement de chiffres sauf lorsque c'est une pratique établie pour désigner des variétés. Elle ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou l'identité de la variété ou sur l'identité de l'obteneur. Elle doit notamment être différente de toute dénomination qui désigne, sur le territoire de l'une quelconque des Parties contractantes, une variété préexistante de la même espèce végétale ou d'une espèce voisine.

3. [Enregistrement de la dénomination] La dénomination de la variété est proposée par l'obteneur auprès du service. S'il est avéré que cette dénomination ne répond pas aux exigences du paragraphe 2), le service refuse de l'enregistrer et exige que l'obteneur propose, dans un délai prescrit, une autre dénomination. La dénomination est enregistrée par celui-ci en même temps qu'est octroyé le droit d'obteneur.

4. [Droits antérieurs des tiers] Il n'est pas porté atteinte aux droits antérieurs des tiers. Si, en vertu d'un droit antérieur, l'utilisation de la dénomination d'une variété est interdite à une personne qui, conformément aux dispositions du paragraphe 7), est obligée de l'utiliser, le service exige que l'obteneur propose une autre dénomination pour la variété.

5. [Même dénomination dans toutes les Parties contractantes] Une variété ne peut faire l'objet de demandes d'octroi d'un droit d'obteneur auprès des Parties contractantes que sous la même dénomination. Le service de chaque Partie contractante est tenu d'enregistrer la

CHAPTER VI

VARIETY DENOMINATION

Article 20

Variety Denomination

1. [Designation of varieties by denominations; use of the denomination]

a) The variety shall be designated by a denomination which will be its generic designation.

b) Each Contracting Party shall ensure that, subject to paragraph (4), no rights in the designation registered as the denomination of the variety shall hamper the free use of the denomination in connection with the variety, even after the expiration of the breeder's right.

2. [Characteristics of the denomination] The denomination must enable the variety to be identified. It may not consist solely of figures except where this is an established practice for designating varieties. It must not be liable to mislead or to cause confusion concerning the characteristics, value or identity of the variety or the identity of the breeder. In particular, it must be different from every denomination which designates, in the territory of any Contracting Party, an existing variety of the same plant species or of a closely related species.

3. [Registration of the denomination] The denomination of the variety shall be submitted by the breeder to the authority. If it is found that the denomination does not satisfy the requirements of paragraph (2), the authority shall refuse to register it and shall require the breeder to propose another denomination within a prescribed period. The denomination shall be registered by the authority at the same time as the breeder's right is granted.

4. [Prior rights of third persons] Prior rights of third persons shall not be affected. If, by reason of a prior right, the use of the denomination of a variety is forbidden to a person who, in accordance with the provisions of paragraph (7), is obliged to use it, the authority shall require the breeder to submit another denomination for the variety.

5. [Same denomination in all Contracting Parties] A variety must be submitted to all Contracting Parties under the same denomination. The authority of each Contracting Party shall register the denomination so submitted, unless it considers the denomination unsuitable

dénomination ainsi proposée, à moins qu'il ne constate la non-convenance de cette dénomination sur le territoire de cette Partie contractante. Dans ce cas, il exige que l'obtenteur propose une autre dénomination.

6. [Information mutuelle des services des Parties contractantes] Le service d'une Partie contractante doit assurer la communication aux services des autres Parties contractantes des informations relatives aux dénominations variétales, notamment de la proposition, de l'enregistrement et de la radiation de dénominations. Tout service peut transmettre ses observations éventuelles sur l'enregistrement d'une dénomination au service qui a communiqué cette dénomination.

7. [Obligation d'utiliser la dénomination] Celui qui, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété protégée sur ledit territoire est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration du droit d'obtenteur relatif à cette variété, pour autant que, conformément aux dispositions du paragraphe 4), des droits antérieurs ne s'opposent pas à cette utilisation.

8. [Indications utilisées en association avec des dénominations] Lorsqu'une variété est offerte à la vente ou commercialisée, il est permis d'associer une marque de fabrique ou de commerce, un nom commercial ou une indication similaire, à la dénomination variétale enregistrée. Si une telle indication est ainsi associée, la dénomination doit néanmoins être facilement reconnaissable.

CHAPITRE VII

NULLITÉ ET DÉCHÉANCE DU DROIT D'OBTENTEUR

Article 21

Nullité du droit d'obtenteur

1. [Motifs de nullité] Chaque Partie contractante déclare nul un droit d'obtenteur qu'elle a octroyé s'il est avéré:

- i) que les conditions fixées aux articles 6 et 7 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obtenteur,
- ii) que, lorsque l'octroi du droit d'obtenteur a été essentiellement fondé sur les renseignements et documents fournis par l'obtenteur, les conditions fixées aux articles 8 et 9 n'étaient pas effectivement remplies lors de l'octroi du droit d'obtenteur, ou
- iii) que le droit d'obtenteur a été octroyé à une personne qui n'y avait pas droit, à moins qu'il ne soit transféré à la personne qui a droit.

within its territory. In the latter case, it shall require the breeder to submit another denomination.

6. [Information among the authorities of Contracting Parties] The authority of a Contracting Party shall ensure that the authorities of all the other Contracting Parties are informed of matters concerning variety denominations, in particular the submission, registration and cancellation of denominations. Any authority may address its observations, if any, on the registration of a denomination to the authority which communicated that denomination.

7. [Obligation to use the denomination] Any person who, within the territory of one of the Contracting Parties, offers for sale or markets propagating material of a variety protected within the said territory shall be obliged to use the denomination of that variety, even after the expiration of the breeder's right in that variety, except where, in accordance with the provisions of paragraph (4), prior rights prevent such use.

8. [Indications used in association with denominations] When a variety is offered for sale or marketed, it shall be permitted to associate a trade mark, trade name or other similar indication with a registered variety denomination. If such an indication is so associated, the denomination must nevertheless be easily recognizable.

CHAPTER VII

NULLITY AND CANCELLATION OF THE BREEDER'S RIGHT

Article 21

Nullity of the Breeder's Right

1. [Reasons of nullity] Each Contracting Party shall declare a breeder's right granted by it null and void when it is established

- (i) that the conditions laid down in Articles 6 or 7 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right,
- (ii) that, where the grant of the breeder's right has been essentially based upon information and documents furnished by the breeder, the conditions laid down in Articles 8 or 9 were not complied with at the time of the grant of the breeder's right, or
- (iii) that the breeder's right has been granted to a person who is not entitled to it, unless it is transferred to the person who is so entitled.

2. [Exclusion de tout autre motif] Aucun droit d'obtenteur ne peut être annulé pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

Article 22

Déchéance de l'obtenteur

1. [Motifs de déchéance]

a) Chaque Partie contractante peut déchoir l'obtenteur du droit qu'elle lui a octroyé s'il est avéré que les conditions fixées aux articles 8 et 9 ne sont plus effectivement remplies.

b) En outre, chaque Partie contractante peut déchoir l'obtenteur du droit qu'elle lui a octroyé si, dans un délai prescrit et après mise en demeure,

- i) l'obtenteur ne présente pas au service les renseignements, documents ou matériel jugés nécessaires au contrôle du maintien de la variété,
- ii) l'obtenteur n'a pas acquitté les taxes dues, le cas échéant, pour le maintien en vigueur de son droit, ou
- iii) l'obtenteur ne propose pas, en cas de radiation de la dénomination de la variété après l'octroi du droit, une autre dénomination qui convienne.

2. [Exclusion de tout autre motif] Aucun obtenteur ne peut être déchu de son droit pour d'autres motifs que ceux mentionnés au paragraphe 1).

CHAPITRE VIII

L'UNION

Article 23

Membres

Les Parties contractantes sont membres de l'Union.

Article 24

Statut juridique et siège

1. [Personnalité juridique] L'Union a la personnalité juridique.

2. [Capacité juridique] L'Union jouit, sur le territoire de chaque Partie contractante, conformément aux lois applicables sur ledit territoire, de la capacité juridique nécessaire pour atteindre son but et exercer ses fonctions.

2. [Exclusion of other reasons] No breeder's right shall be declared null and void for reasons other than those referred to in paragraph (1).

Article 22

Cancellation of the Breeder's Right

1. [Reasons for cancellation]

a) Each Contracting Party may cancel a breeder's right granted by it if it is established that the conditions laid down in Articles 8 or 9 are no longer fulfilled.

b) Furthermore, each Contracting Party may cancel a breeder's right granted by it if, after being requested to do so and within a prescribed period,

- (i) the breeder does not provide the authority with the information, documents or material deemed necessary for verifying the maintenance of the variety.
- (ii) the breeder fails to pay such fees as may be payable to keep his right in force, or
- (iii) the breeder does not propose, where the denomination of the variety is cancelled after the grant of the right, another suitable denomination.

2. [Exclusion of other reasons] No breeder's right shall be cancelled for reasons other than those referred to in paragraph (1).

CHAPTER VIII

THE UNION

Article 23

Members

The Contracting Parties shall be members of the Union.

Article 24

Legal Status and Seat

1. [Legal personality] The Union has legal personality.

2. [Legal capacity] The Union enjoys on the territory of each Contracting Party, in conformity with the laws applicable in the said territory, such legal capacity as may be necessary for the fulfilment of the objectives of the Union and for the exercise of its functions.

3. [Siège] Le siège de l'Union et de ses organes permanents est à Genève.

4. [Accord de siège] L'Union a un accord de siège avec la Confédération suisse.

Article 25

Organes

Les organes permanents de l'Union sont le Conseil et le Bureau de l'Union.

Article 26

Le Conseil

1. [Composition] Le Conseil est composé des représentants des membres de l'Union. Chaque membre de l'Union nomme un représentant au Conseil et un suppléant. Les représentants ou suppléants peuvent être accompagnés d'adjoints ou de conseillers.

2. [Président et vice-présidents] Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un premier Vice-président. Il peut élire d'autres vice-présidents. Le premier Vice-président remplace de droit le Président en cas d'empêchement. La durée du mandat du Président est de trois ans.

3. [Sessions] Le Conseil se réunit sur convocation de son Président. Il tient une session ordinaire une fois par an. En outre, le Président peut réunir le Conseil à son initiative; il doit le réunir dans un délai de trois mois quand un tiers au moins des membres de l'Union en a fait la demande.

4. [Observateurs] Les Etats non membres de l'Union peuvent être invités aux réunions du Conseil à titre d'observateurs. A ces réunions peuvent également être invités d'autres observateurs, ainsi que des experts.

5. [Missions du Conseil] Les missions du Conseil sont les suivantes:

- i) étudier les mesures propres à assurer la sauvegarde et à favoriser le développement de l'Union;
- ii) établir son règlement intérieur;
- iii) nommer le Secrétaire général et, s'il l'estime nécessaire, un Secrétaire général adjoint; fixer les conditions de leur engagement;
- iv) examiner le rapport annuel d'activité de l'Union et établir le programme des travaux futurs de celle-ci;

3. [Seat] The seat of the Union and its permanent organs are at Geneva.

4. [Headquarters agreement] The Union has a headquarters agreement with the Swiss Confederation.

Article 25

Organs

The permanent organs of the Union are the Council and the Office of the Union.

Article 26

The Council

1. [Composition] The Council shall consist of the representatives of the members of the Union. Each member of the Union shall appoint one representative to the Council and one alternate. Representatives or alternates may be accompanied by assistants or advisers.

2. [Officers] The Council shall elect a President and a first Vice-President from among its members. It may elect other Vice-Presidents. The first Vice-President shall take the place of the President if the latter is unable to officiate. The President shall hold office for three years.

3. [Sessions] The Council shall meet upon convocation by its President. An ordinary session of the Council shall be held annually. In addition, the President may convene the Council at his discretion; he shall convene it, within a period of three months, if one-third of the members of the Union so request.

4. [Observers] States not members of the Union may be invited as observers to meetings of the Council. Other observers, as well as experts, may also be invited to such meetings.

5. [Tasks] The tasks of the Council shall be to:

- (i) study appropriate measures to safeguard the interests and to encourage the development of the Union;
- (ii) establish its rules of procedure;
- (iii) appoint the Secretary-General and, if it finds it necessary, a Vice Secretary-General and determine the terms of appointment of each;
- (iv) examine an annual report on the activities of the Union and lay down the programme for its future work;

- v) donner au Secrétaire général toutes directives nécessaires à l'accomplissement des tâches de l'Union;
- vi) établir le règlement administratif et financier de l'Union;
- vii) examiner et approuver le budget de l'Union et fixer la contribution de chaque membre de l'Union;
- viii) examiner et approuver les comptes présentés par le Secrétaire général;
- ix) fixer la date et le lieu des conférences prévues par l'article 38 et prendre les mesures nécessaires à leur préparation; et
- x) d'une manière générale, prendre toutes décisions en vue du bon fonctionnement de l'Union.

6. [Nombre de voix]

a) Chaque membre de l'Union qui est un Etat dispose d'une voix au Conseil.

b) Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale peut, sur des questions de sa compétence, exercer les droits de vote de ses Etats membres qui sont membres de l'Union. Une telle organisation intergouvernementale ne peut exercer les droits de vote de ses Etats membres si ses Etats membres exercent leur droit de vote, et vice versa.

7. [Majorités] Toute décision du Conseil est prise à la majorité simple des suffrages exprimés; toutefois, toute décision du Conseil en vertu des paragraphes 5)ii), vi) et vii) et en vertu des articles 28.3), 29.5) et 38.1) est prise à la majorité des trois quarts des suffrages exprimés. L'abstention n'est pas considérée comme vote.

Article 27

Le Bureau de l'Union

1. [Missions et direction du Bureau] Le Bureau de l'Union exécute toutes les missions qui lui sont confiées par le Conseil. Il est dirigé par le Secrétaire général.

2. [Missions du Secrétaire général] Le Secrétaire général est responsable devant le Conseil; il assure l'exécution des décisions du Conseil. Il soumet le budget à l'approbation du Conseil et en assure l'exécution. Il lui présente des rapports sur sa gestion et sur les activités et la situation financière de l'Union.

3. [Personnel] Sous réserve des dispositions de l'article 26.5)iii), les conditions de nomination et d'emploi des membres du personnel nécessaire au bon fonctionnement du Bureau de l'Union sont fixées par le règlement administratif et financier.

- (v) give to the Secretary-General all necessary directions for the accomplishment of the tasks of the Union;
- (vi) establish the administrative and financial regulations of the Union;
- (vii) examine and approve the budget of the Union and fix the contribution of each member of the Union;
- (viii) examine and approve the accounts presented by the Secretary-General;
- (ix) fix the date and place of the conferences referred to in Article 38 and take the measures necessary for their preparation; and
- (x) in general, take all necessary decisions to ensure the efficient functioning of the Union.

6. [Votes]

a) Each member of the Union that is a State shall have one vote in the Council.

b) Any Contracting Party that is an intergovernmental organization may, in matters within its competence, exercise the rights to vote of its member States that are members of the Union. Such an intergovernmental organization shall not exercise the rights to vote of its member States if its member States exercise their right to vote, and vice versa.

7. [Majorities] Any decision of the Council shall require a simple majority of the votes cast, provided that any decision of the Council under paragraphs (5) (ii), (vi), and (vii) and under Articles 28 (3), 29 (5) (b) and 38 (1) shall require three fourths of the votes cast. Abstentions shall not be considered as votes.

Article 27

The Office of the Union

1. [Tasks and direction of the Office] The Office of the Union shall carry out all the duties and tasks entrusted to it by the Council. It shall be under the direction of the Secretary-General.

2. [Duties of the Secretary-General] The Secretary-General shall be responsible to the Council; he shall be responsible for carrying out the decisions of the Council. He shall submit the budget of the Union for the approval of the Council and shall be responsible for its implementation. He shall make reports to the Council on his administration and the activities and financial position of the Union.

3. [Staff] Subject to the provisions of Article 26(5)(iii), the conditions of appointment and employment of the staff necessary for the efficient performance of the tasks of the Office of the Union shall be fixed in the administrative and financial regulations.

Article 28

Langues

1. [Langues du Bureau] Les langues française, allemande, anglaise et espagnole sont utilisées par le Bureau de l'Union dans l'accomplissement de ses missions.
2. [Langues dans certaines réunions] Les réunions du Conseil ainsi que les conférences de révision se tiennent en ces quatre langues.
3. [Autres langues] Le Conseil peut décider, que d'autres langues seront utilisées.

Article 29

Finances

1. [Recettes] Les dépenses de l'Union sont couvertes
 - i) par les contributions annuelles des Etats membres de l'Union,
 - ii) par la rémunération des prestations de services,
 - iii) par des recettes diverses.
2. [Contributions: unités]
 - a) La part de chaque Etat membre de l'Union dans le montant total des contributions annuelles est déterminée par référence au montant total des dépenses à couvrir à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union et au nombre d'unités de contribution qui lui est applicable aux termes du paragraphe 3). Ladite part est calculée conformément au paragraphe 4).
 - b) Le nombre des unités de contribution est exprimé en nombres entiers ou en fractions d'unité, aucune fraction ne pouvant être inférieure à un cinquième.
3. [Contributions: part de chaque membre]
 - a) Le nombre d'unités de contribution applicables à tout membre de l'Union qui est partie à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978 à la date à laquelle il devient lié par la présente Convention est le même que celui qui lui était applicable immédiatement avant ladite date.
 - b) Tout Etat membre de l'Union indique au moment de son accession à l'Union, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, le nombre d'unités de contribution qui lui est applicable.
 - c) Tout Etat membre de l'Union peut, à tout moment, indiquer, dans une déclaration adressée au Secrétaire général, un nombre d'unités de contribution différent de celui qui lui est applicable en vertu des alinéas a) ou b) ci-dessus. Si elle est faite pendant les six premiers mois d'une année civile, cette déclaration prend effet au début de l'année civile suivante; dans le cas contraire, elle prend effet

Article 28

Languages

1. [Languages of the Office] The English, French, German and Spanish languages shall be used by the Office of the Union in carrying out its duties.
2. [Languages in certain meetings] Meetings of the Council and of revision conferences shall be held in the four languages.
3. [Further languages] The Council may decide that further languages shall be used.

Article 29

Finances

1. [Income] The expenses of the Union shall be met from
 - (i) the annual contributions of the States members of the Union,
 - (ii) payments received for services rendered,
 - (iii) miscellaneous receipts.
2. [Contributions; units]
 - a) The share of each State member of the Union in the total amount of the annual contributions shall be determined by reference to the total expenditure to be met from the contributions of the States members of the Union and to the number of contribution units applicable to it under paragraph (3). The said share shall be computed according to paragraph (4).
 - b) The number of contribution units shall be expressed in whole numbers or fractions thereof, provided that no fraction shall be smaller than one-fifth.
3. [Contributions: share of each member]
 - a) The number of contributions units applicable to any member of the Union which is party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978 on the date on which it becomes bound by this Convention shall be the same as the number applicable to it immediately before the said date.
 - b) Any other State member of the Union shall, on joining the Union, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, the number of contribution units applicable to it.
 - c) Any State member of the Union may, at any time, indicate, in a declaration addressed to the Secretary-General, a number of contribution units different from the number applicable to it under sub-paragraph (a) or (b). Such declaration, if made during the first six months of a calendar year, shall take effect from the beginning of the subsequent calendar year; otherwise, it shall take effect from the

au début de la deuxième année civile qui suit l'année au cours de laquelle elle est faite.

4. [Contributions: calcul des parts]

a) Pour chaque exercice budgétaire, le montant d'une unité de contribution est égal au montant total des dépenses à couvrir pendant cet exercice à l'aide des contributions des Etats membres de l'Union divisé par le nombre total d'unités applicable à ces Etats membres.

b) Le montant de la contribution de chaque Etat membre de l'Union est égal au montant d'une unité de contribution multiplié par le nombre d'unités applicable à cet Etat membre.

5. [Arriérés de contributions]

a) Un Etat membre de l'Union en retard dans le paiement de ses contributions ne peut – sous réserve des dispositions de l'alinéa b) – exercer son droit de vote au Conseil si le montant de son arriéré est égal ou supérieur à celui de la contribution dont il est redevable pour la dernière année complète écoulée. La suspension du droit de vote ne libère pas cet Etat membre de ses obligations et ne le prive pas des autres droits découlant de la présente Convention.

b) Le Conseil peut autoriser ledit Etat membre de l'Union à conserver l'exercice de son droit de vote aussi longtemps qu'il estime que le retard résulte de circonstances exceptionnelles et inévitables.

6. [Vérification des comptes] La vérification des comptes de l'Union est assurée, selon les modalités prévues dans le règlement administratif et financier, par un Etat membre de l'Union. Cet Etat membre est, avec son consentement, désigné par le Conseil.

7. [Contributions des organisations intergouvernementales] Toute Partie contractante qui est une organisation intergouvernementale est exemptée du paiement de contributions. Si, néanmoins, elle décide de payer des contributions, les dispositions des paragraphes 1) à 4) seront applicables par analogie.

CHAPITRE IX

APPLICATION DE LA CONVENTION; AUTRES ACCORDS

Article 30

Application de la Convention

1. [Mesures d'application] Chaque Partie contractante prend toutes mesures nécessaires pour l'application de la présente Convention et, notamment:

beginning of the second calendar year which follows the year in which the declaration was made.

4. [Contributions: computation of shares]

a) For each budgetary period, the amount corresponding to one contribution unit shall be obtained by dividing the total amount of the expenditure to be met in that period from the contributions of the States members of the Union by the total number of units applicable to those States members of the Union.

b) The amount of the contribution of each State member of the Union shall be obtained by multiplying the amount corresponding to one contribution unit by the number of contribution units applicable to that State member of the Union.

5. [Arrears in contributions]

a) A State member of the Union which is in arrears in the payment of its contributions may not, subject to sub-paragraph (b), exercise its right to vote in the Council if the amount of its arrears equals or exceeds the amount of the contribution due from it for the preceding full year. The suspension of the right to vote shall not relieve such State member of the Union of its obligations under this Convention and shall not deprive it of any other rights thereunder.

b) The Council may allow the said State member of the Union to continue to exercise its right to vote if, and as long as, the Council is satisfied that the delay in payment is due to exceptional and unavoidable circumstances.

6. [Auditing of the accounts] The auditing of the accounts of the Union shall be effected by a State member of the Union as provided in the administrative and financial regulations. Such State member of the Union shall be designated, with its agreement, by the Council.

7. [Contributions of intergovernmental organizations] Any Contracting Party which is an intergovernmental organization shall not be obliged to pay contributions. If, nevertheless, it chooses to pay contributions, the provisions of paragraphs (1) to (4) shall be applied accordingly.

CHAPTER IX

IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION; OTHER AGREEMENTS

Article 30

Implementation of the Convention

1. [Measures of implementation] Each Contracting Party shall adopt all measures necessary for the implementation of this Convention; in particular, it shall:

- i) prévoit les recours légaux appropriés permettant de défendre efficacement les droits d'obteneur;
- ii) établit un service chargé d'octroyer des droits d'obteneur ou charge le service établi par une autre Partie contractante d'octroyer de tels droits;
- iii) assure l'information du public par la publication périodique de renseignements sur
 - les demandes de droits d'obteneur et les droits d'obteneur délivrés, et
 - les dénominations proposées et approuvées.

2. [Conformité de la législation] Il est entendu qu'au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, chaque Etat ou organisation intergouvernementale doit être en mesure, conformément à sa législation, de donner effet aux dispositions de la présente Convention.

Article 31

Relations entre les Parties contractantes et les Etats liés par des Actes antérieurs

1. [Relations entre Etats liés par la présente Convention] Seule la présente Convention s'applique entre les Etats membres de l'Union qui sont liés à la fois par la présente Convention et par un Acte antérieur de la Convention.

2. [Possibilité de relations avec des Etats non liés par la présente Convention] Tout Etat membre de l'Union non lié par la présente Convention peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera le dernier Acte de la Convention par lequel il est lié dans ses relations avec tout membre de l'Union lié par la présente Convention seulement. Dès l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cette notification et jusqu'à ce que l'Etat membre de l'Union qui a fait la déclaration devienne lié par la présente Convention, ledit membre de l'Union applique le dernier Acte par lequel il est lié dans ses relations avec chacun des membres de l'Union liés par la présente Convention seulement, tandis que celui-ci applique la présente Convention dans ses relations avec celui-là.

Article 32

Arrangements particuliers

Les membres de l'Union se réservent le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection des variétés, pour autant que ces arrangements ne contreviennent pas aux dispositions de la présente Convention.

- (i) provide for appropriate legal remedies for the effective enforcement of breeders' rights;
- (ii) maintain an authority entrusted with the task of granting breeders' rights or entrust the said task to an authority maintained by another Contracting Party;
- (iii) ensure that the public is informed through the regular publication of information concerning
 - applications for and grants of breeders' rights, and
 - proposed and approved denominations.

2. [Conformity of laws] It shall be understood that, on depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, each State or intergovernmental organization must be in a position, under its laws, to give effect to the provisions of this Convention.

Article 31

Relations Between Contracting Parties and States Bound by Earlier Acts

1. [Relations between States bound by this Convention] Between States members of the Union which are bound both by this Convention and any earlier Act of the Convention, only this Convention shall apply.

2. [Possible relations with States not bound by this Convention] Any State member of the Union not bound by this Convention may declare, in a notification addressed to the Secretary-General, that, in its relations with each member of the Union bound only by this Convention, it will apply the latest Act by which it is bound. As from the expiration of one month after the date of such notification and until the State member of the Union making the declaration becomes bound by this Convention, the said member of the Union shall apply the latest Act by which it is bound in its relations with each of the members of the Union bound only by this Convention, whereas the latter shall apply this Convention in respect of the former.

Article 32

Special Agreements

Members of the Union reserve the right to conclude among themselves special agreements for the protection of varieties, in so far as such agreements do not contravene the provisions of this Convention.

CHAPITRE X

DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Signature

La présente Convention est ouverte à la signature de tout Etat qui est membre de l'Union le jour de son adoption. Elle est ouverte à la signature jusqu'au 31 mars 1992.

Article 34

Ratification, acceptation ou approbation; adhésion

1. [Etats et certaines organisations intergouvernementales]
 - a) Tout Etat peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention.
 - b) Toute organisation intergouvernementale peut, conformément au présent article, devenir partie à la présente Convention
 - i) si elle a compétence pour des questions régies par la présente Convention,
 - ii) si elle a sa propre législation prévoyant l'octroi et la protection de droits d'obteneurs liant tous ses Etats membres et
 - iii) si elle a été dûment autorisée, conformément à ses procédures internes, à adhérer à la présente Convention.
2. [Instrument d'accession] Tout Etat qui a signé la présente Convention devient partie à la présente Convention en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention. Tout Etat qui n'a pas signé la présente Convention ou toute organisation intergouvernementale devient partie à la présente Convention en déposant un instrument d'adhésion à la présente Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général.
3. [Avis du Conseil] Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union ou toute organisation intergouvernementale demande, avant de déposer son instrument d'adhésion, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions de la présente Convention. Si la décision faisant office d'avis est positive, l'instrument d'adhésion peut être déposé.

CHAPTER X

FINAL PROVISIONS

Article 33

Signature

This Convention shall be open for signature by any State which is a member of the Union at the date of its adoption. It shall remain open for signature until March 31, 1992.

Article 34

Ratification, Acceptance or Approval; Accession

1. [States and certain intergovernmental organizations]
 - a) Any State may, as provided in this Article, become party to this Convention.
 - b) Any intergovernmental organization may, as provided in this Article, become party to this Convention if it
 - (i) has competence in respect of matters governed by this Convention,
 - (ii) has its own legislation providing for the grant and protection of breeders' rights binding on all its member States and
 - (iii) has been duly authorized, in accordance with its internal procedures, to accede to this Convention.
2. [Instrument of adherence] Any State which has signed this Convention shall become party to this Convention by depositing an instrument of ratification, acceptance or approval of this Convention. Any State which has not signed this Convention and any intergovernmental organization shall become party to this Convention by depositing an instrument of accession to this Convention. Instruments of ratification, acceptance, approval or accession shall be deposited with the Secretary-General.
3. [Advice of the Council] Any State which is not a member of the Union and any intergovernmental organization shall, before depositing its instrument of accession, ask the Council to advise it in respect of the conformity of its laws with the provisions of this Convention. If the decision embodying the advice is positive, the instrument of accession may be deposited.

Article 35

Réserves

1. [Principe] Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), aucune réserve n'est admise à la présente Convention.

2. [Exception possible]

a) Nonobstant les dispositions de l'article 3.1), tout Etat qui, au moment où il devient partie à la présente Convention, est partie à l'Acte de 1978 et qui, en ce qui concerne les variétés multipliées par voie végétative, prévoit la protection sous la forme d'un titre de propriété industrielle autre qu'un droit d'obtenteur a la faculté de continuer à la prévoir sans appliquer la présente Convention auxdites variétés.

b) Tout Etat qui se prévaut de cette faculté notifie ce fait au Secrétaire général au moment où il dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention, ou d'adhésion à celle-ci. Cet Etat peut, à tout moment, retirer ladite notification.

Article 36

Communications concernant les législations et les genres et espèces protégés; renseignements à publier

1. [Notification initiale] Au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de la présente Convention ou d'adhésion à celle-ci, chaque Etat ou organisation intergouvernementale notifie au Secrétaire général

- i) sa législation régissant les droits d'obtenteur et
- ii) la liste des genres et espèces végétaux auxquels il appliquera, à la date à laquelle il deviendra lié par la présente Convention, les dispositions de la présente Convention.

2. [Notification des modifications] Chaque Partie contractante notifie sans délai au Secrétaire général

- i) toute modification de sa législation régissant les droits d'obtenteur et
- ii) toute extension de l'application de la présente Convention à d'autres genres et espèces végétaux.

3. [Publication de renseignements] Le Secrétaire général publie, sur la base de communications reçues de la Partie contractante concernée, des renseignements sur

- i) la législation régissant les droits d'obtenteur et toute modification dans cette législation, et

Article 35

Reservations

1. [Principle] Subject to paragraph (2), no reservations to this Convention are permitted.

2. [Possible exception]

a) Notwithstanding the provisions of Article 3(1), any State which, at the time of becoming party to this Convention, is a party to the Act of 1978 and which, as far as varieties reproduced asexually are concerned, provides for protection by an industrial property title other than a breeder's right shall have the right to continue to do so without applying this Convention to those varieties.

b) Any State making use of the said right shall, at the time of depositing its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, notify the Secretary-General accordingly. The same State may, at any time, withdraw the said notification.

Article 36

Communications Concerning Legislation and the Genera and Species Protected; Information to be Published

1. [Initial notification] When depositing its instrument of ratification, acceptance or approval of or accession to this Convention, as the case may be, any State or intergovernmental organization shall notify the Secretary-General of

- (i) its legislation governing breeder's rights and
- (ii) the list of plant genera and species to which, on the date on which it will become bound by this Convention, it will apply the provisions of this Convention.

2. [Notification of changes] Each Contracting Party shall promptly notify the Secretary-General of

- (i) any changes in its legislation governing breeders' rights and
- (ii) any extension of the application of this Convention to additional plant genera and species.

3. [Publication of the information] The Secretary-General shall, on the basis of communications received from each Contracting Party concerned, publish information on

- (i) the legislation governing breeders' rights and any changes in that legislation, and

- ii) la liste des genres et espèces végétaux mentionnée au paragraphe 1) ii) et toute extension mentionnée au paragraphe 2) ii).

Article 37

Entrée en vigueur; impossibilité d'adhérer aux Actes antérieurs

1. [Entrée en vigueur initiale] La présente Convention entre en vigueur un mois après que cinq Etats ont déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, sous réserve que trois au moins desdits instruments aient été déposés par des Etats parties à l'Acte de 1961/1972 ou à l'Acte de 1978.

2. [Entrée en vigueur subséquente] Tout Etat qui n'est pas touché par le paragraphe 1), ou toute organisation intergouvernementale, devient lié par la présente Convention un mois après la date à laquelle cet Etat ou cette organisation dépose son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

3. [Impossibilité d'adhérer à l'Acte de 1978] Aucun instrument d'adhésion à l'Acte de 1978 ne peut être déposé après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément au paragraphe 1); toutefois, tout Etat qui, selon la pratique de l'Assemblée générale des Nations Unies, est considéré comme un pays en développement peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1995 et tout autre Etat peut déposer un tel instrument jusqu'au 31 décembre 1993, même si la présente Convention entre en vigueur avant cette date.

Article 38

Révision de la Convention

1. [Conférence] La présente Convention peut être révisée par une conférence des membres de l'Union. La convocation d'une telle conférence est décidée par le Conseil.

2. [Quorum et majorité] La conférence ne délibère valablement que si la moitié au moins des Etats membres de l'Union y sont représentés. Pour être adopté, un texte révisé de la Convention doit recueillir la majorité des trois quarts des Etats membres de l'Union présents et votants.

Article 39

Dénonciation de la Convention

1. [Notifications] Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention par une notification adressée au Secrétaire général.

- (ii) the list of plant genera and species referred to in paragraph (1) (ii) and any extension referred to in paragraph (2) (ii).

Article 37

Entry into Force; Closing of Earlier Acts

1. [Initial entry into force] This Convention shall enter into force one month after five States have deposited their instruments of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be, provided that at least three of the said instruments have been deposited by States party to the Act of 1961/1972 or the Act of 1978.

2. [Subsequent entry into force] Any State not covered by paragraph (1) or any intergovernmental organization shall become bound by this Convention one month after the date on which it has deposited its instrument of ratification, acceptance, approval or accession, as the case may be.

3. [Closing of the 1978 Act] No instrument of accession to the Act of 1978 may be deposited after the entry into force of this Convention according to paragraph (1), except that any State that, in conformity with the established practice of the General Assembly of the United Nations, is regarded as a developing country may deposit such an instrument until December 31, 1995, and that any other State may deposit such an instrument until December 31, 1993, even if this Convention enters into force before that date.

Article 38

Revision of the Convention

1. [Conference] This Convention may be revised by a conference of the members of the Union. The convocation of such conference shall be decided by the Council.

2. [Quorum and majority] The proceedings of a conference shall be effective only if at least half of the States members of the Union are represented at it. A majority of three quarters of the States members of the Union present and voting at the conference shall be required for the adoption of any revision.

Article 39

Denunciation

1. [Notifications] any Contracting Party may denounce this Convention by notification addressed to the Secretary-General. The

Le Secrétaire général notifie sans délai la réception de cette notification à tous les membres de l'Union.

2. [Actes antérieurs] La notification de la dénonciation de la présente Convention est réputée constituer également la notification de la dénonciation de tout Acte antérieur par lequel la Partie contractante dénonce la présente Convention est liée.

3. [Date de prise d'effet] La dénonciation prend effet à l'expiration de l'année civile suivant l'année dans laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général.

4. [Droits acquis] La dénonciation ne saurait porter atteinte aux droits acquis, à l'égard d'une variété, en vertu de la présente Convention ou d'un Acte antérieur avant la date à laquelle la dénonciation prend effet.

Article 40

Maintien des droits acquis

La présente Convention ne saurait limiter les droits d'obtenteur acquis soit en vertu des législations des Parties contractantes, soit en vertu d'un Acte précédent, soit par suite d'accords, autres que la présente Convention, intervenus entre des membres de l'Union.

Article 41

Original et textes officiels de la Convention

1. [Original] La présente Convention est signée en un exemplaire original en langues française, anglaise et allemande, le texte français faisant foi en cas de différences entre les textes. Ledit exemplaire est déposé auprès du Secrétaire général.

2. [Textes officiels] Le Secrétaire général établit, après consultation des Gouvernements des Etats et des organisations intergouvernementales intéressés, des textes officiels de la présente Convention dans les langues arabe, espagnole, italienne, japonaise et néerlandaise, et dans les autres langues que le Conseil peut désigner.

Article 42

Fonctions du dépositaire

1. [Transmission de copies] Le Secrétaire général transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention aux Etats et aux organisations intergouvernementales qui ont été représentés à la

Secretary-General shall promptly notify all members of the Union of the receipt of that notification.

2. [Earlier Acts] Notification of the denunciation of this Convention shall be deemed also to constitute notification of the denunciation of any earlier Act by which the Contracting Party denouncing this Convention is bound.

3. [Effective date] The denunciation shall take effect at the end of the calendar year following the year in which the notification was received by the Secretary-General.

4. [Acquired rights] The denunciation shall not affect any rights acquired in a variety by reason of this Convention or any earlier Act prior to the date on which the denunciation becomes effective.

Article 40

Preservation of Existing Rights

This Convention shall not limit existing breeders' rights under the laws of Contracting Parties or by reason of any earlier Act or any agreement other than this Convention concluded between members of the Union.

Article 41

Original and Official Texts of the Convention

1. [Original] This Convention shall be signed in a single original in the English, French and German languages, the French text prevailing in case of any discrepancy among the various texts. The original shall be deposited with the Secretary-General.

2. [Official texts] The Secretary-General shall, after consultation with the interested Governments, establish official texts of this Convention in the Arabic, Dutch, Italian, Japanese and Spanish languages and such other languages as the Council may designate.

Article 42

Depositary Functions

1. [Transmittal of copies] The Secretary-General shall transmit certified copies of this Convention to all States and intergovernmental organizations which were represented in the Diplomatic Conference

Conférence diplomatique qui l'a adoptée et, sur demande, à tout autre Etat et à toute autre organisation intergouvernementale.

2. [Enregistrement] Le Secrétaire général fait enregistrer la présente Convention auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

De volgende Staten hebben het Verdrag ondertekend:

België	19 maart 1991
Denemarken	19 maart 1991
Duitsland	19 maart 1991
Frankrijk	19 maart 1991
Italië	19 maart 1991
het <i>Koninkrijk der Nederlanden</i>	19 maart 1991
Spanje	19 maart 1991
het Verenigd Koninkrijk van Groot- Brittannië en Noord-Ierland	19 maart 1991
Zuid-Afrika	19 maart 1991
Zwitserland	19 maart 1991
Israël	23 oktober 1991
de Verenigde Staten van Amerika	25 oktober 1991
Zweden	17 december 1991
Nieuw-Zeeland	19 december 1991

that adopted this Convention and, on request, to any other State or intergovernmental organization.

2. [Registration] The Secretary-General shall register this Convention with the Secretariat of the United Nations.

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, alvorens het Koninkrijk aan het Verdrag kan worden gebonden.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring van het Verdrag is voorzien in artikel 34, tweede lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 37, eerste lid, in werking treden een maand nadat vijf Staten hun akten van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding hebben nedergelegd, mits tenminste drie van bedoelde akten zijn nedergelegd door Staten die partij zijn bij de Akte van 1961/1972 of bij de Akte van 1978.

J. GEGEVENS

Van het op 2 december 1961 te Genève tot stand gekomen Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten, hetwelk herzien wordt door het onderhavige Verdrag, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1962, 21; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 95.

Van de op 10 november 1972 te Genève tot stand gekomen Aanvullende Akte houdende wijziging van bovengenoemd Verdrag van 1961 zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1974, 1; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1984, 96.

Van de op 23 oktober 1978 te Genève tot stand gekomen Herziene Akte houdende wijziging van het Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten is de tekst geplaatst in *Trb.* 1979, 75; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1986, 143.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest van de Verenigde Naties, naar welke Organisatie wordt verwezen in artikel 42 van het onderhavige Verdrag, zijn de Engelse en de Franse tekst geplaatst in *Trb.* 1979, 37; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1990, 119.

Uitgegeven de derde april 1992.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

H. VAN DEN BROEK